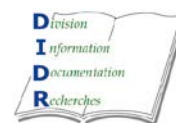


**MALI**



28 janvier 2020



## **Informations sur la prévalence d'un climat discriminatoire à l'encontre des communautés originaires du nord du pays à Bamako depuis 2012**

### **Avertissement**

*Ce document a été élaboré par la Division de l'Information, de la Documentation et des Recherches de l'Ofpra en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière. Il ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra ou des autorités françaises.*

*Ce document, rédigé conformément aux lignes directrices communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) [cf. [https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes\\_directrices\\_europeennes.pdf](https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes_directrices_europeennes.pdf) ], se veut impartial et se fonde principalement sur des renseignements puisés dans des sources qui sont à la disposition du public. Toutes les sources utilisées sont référencées. Elles ont été sélectionnées avec un souci constant de recouper les informations.*

*Le fait qu'un événement, une personne ou une organisation déterminée ne soit pas mentionné(e) dans la présente production ne préjuge pas de son inexistence.*

*La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.*

## Table des matières

1. Des stéréotypes ancrés dans le temps long .....	3
2. Au début de la guerre, la réactivation de stéréotypes racistes .....	3
3. Eléments de réponse sur la situation à Bamako depuis 2013.....	5
4. Dans le reste du pays, la crainte de l'engrenage.....	7
Bibliographie .....	9

### Résumé :

Dans l'ensemble, les sources publiques contiennent peu d'informations sur la prévalence actuelle d'un climat discriminatoire à Bamako à l'encontre de civils appartenant à des communautés du Nord et/ou réfugiés dans la capitale. Par le passé, certaines communautés du nord du pays ont été discriminées et réprimées sur la base d'un soutien réel ou supposé à des mouvements indépendantistes touareg. Au déclenchement de la crise en 2012, Bamako est également le théâtre de pogroms contre les communautés arabes et touareg, en représailles de l'alliance des mouvements indépendantistes touareg à des groupes djihadistes. En revanche, dans le reste du pays, l'accélération des massacres, en particulier contre les communautés peules, accusées de collaborer avec les mouvements djihadistes, suscite l'émoi général.

### Abstract:

Public sources contain little information on the current climate of stigma and discrimination in Bamako that affects communities originating from the northern Mali and internal displaced persons. In the past, some northern communities have indeed been victims of stigma and repression based on their imagined or effective support to armed rebel groups. When the crisis started in 2012, Touaregs and Arabs communities living in Bamako were victims of violence, in reprisal of the alliance between Touareg and islamist groups. Currently, massacres against Fulani people in the centre of the country based on a similar amalgam are worrying.

## 1. Des stéréotypes ancrés dans le temps long

En droit, la Constitution de la République du Mali du 25 février 1992 dispose dans son article 2 que « toute discrimination fondée sur l'origine sociale, la couleur, la langue, la race, le sexe, la religion et l'opinion politique est prohibée »<sup>1</sup>.

L'anthropologue Hélène CLAUDOT-HAWAD, spécialiste de la question touarègue, explique que les communautés du nord du pays, en particulier les Touaregs, font l'objet depuis plus d'un siècle de discriminations fondées sur des stéréotypes construits et hérités de l'époque coloniale. Ces représentations ont été réemployées par l'Etat indépendant dès les années 1960 pour justifier la répression des mouvements autonomistes touareg. Dans les années 1990, la répression des mouvements armés et les exactions commises contre les populations civiles affectent profondément les relations entre Nord-Sud et contribuent à renforcer les *a priori* d'une communauté sur l'autre<sup>2</sup>.

Dès 1996, un article universitaire fait d'ailleurs état d'une discrimination urbaine des populations Touaregs résidant à Bamako. Les sociolinguistes Cécile CANUT et Iskra ISKROVA soulignent que les « difficultés relationnelles entre les communautés du sud et du nord en 1993 sont telles que la plupart des Touaregs restent chez eux, à l'intérieur de leur cour pour éviter les stigmatisations dont ils font l'objet ». Les principaux intéressés affirment être victimes d'insultes (« fils de rebelles », « oreilles rouges », etc.), de jets de pierres. Ils expliquent leur ségrégation par leur mauvaise pratique ou leur refus de pratiquer la langue bambara, symbole d'un « impérialisme » de l'Etat sur les Touaregs. Les chercheuses montrent plus précisément que l'intégration des locuteurs tamasheks à la ville de Bamako est conditionnée par la pratique de la langue bambara et que l'éviter « va à l'encontre de tout processus d'intégration »<sup>3</sup>.

## 2. Au début de la guerre, la réactivation de stéréotypes racistes

En janvier 2012, les combattants du Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA), avec l'appui du groupe salafiste Ansar Dine dirigé par Iyad Ag Ghaly, ancien leader de la rébellion touarègue, mènent une série d'attaques contre des camps militaires dans le nord-est du pays, d'abord autour de Ménaka, Aguelhok et Tessalit. Cette alliance de circonstances des rebelles touarègues avec le djihadisme transnational contribue à raviver les stéréotypes et à perpétuer un amalgame entre mouvements rebelles armés et populations civiles<sup>4</sup>.

Dans ce contexte, dès la fin du mois de janvier 2012, Bamako est le théâtre de violences anti-Touaregs et anti-Arabes. Ces exactions de la part de civils contre d'autres civils, que l'hebdomadaire *Jeune Afrique* n'hésite pas à qualifier de « pogroms », interviennent en représailles du massacre de 41 soldats maliens, découverts dans une fosse commune à Aguelhok<sup>5</sup>. Les proches des soldats tués par les combattants du MNLA et du groupe islamiste Ansar Dine manifestent leur mécontentement et dénoncent le manque de moyens attribués par les autorités aux soldats de l'armée malienne<sup>6</sup>.

---

<sup>1</sup> République du Mali, Constitution du 25 février 1992, 25/02/1992, [url](#)

<sup>2</sup> CLAUDOT-HAWAD Hélène, La « question touarègue » : quels enjeux ? » dans GALY Michel et BADIE Bertrand (eds.), *La guerre au Mali, Comprendre la crise au Sahel et au Sahara : enjeux et zones d'ombre*, éd. La Découverte, Paris, 2013, [url](#)

<sup>3</sup> CANUT Cécile et ISKROVA Iskra, « Langues et identités en question : Le cas des Touaregs en milieu urbain (Bamako, Kidal) » dans CLAUDOT-HAWAD Hélène (dir.), *Touaregs et autres Sahariens entre plusieurs mondes : Définitions et redéfinitions de soi et des autres*, Institut de recherches et d'études sur les mondes arabes et musulmans, Aix-en-Provence, 1996, [url](#)

<sup>4</sup> CLAUDOT-HAWAD Hélène, art. cit., 2013, [url](#) ; FONTAINE Jacques, ADDI Lahouari, HENNI Ahmed, « Crise malienne : quelques clefs pour comprendre », *Confluences Méditerranée*, vol. 85, no. 2, 2013, p. 191-207, [url](#)

<sup>5</sup> *Jeune Afrique*, 02/02/2012, [url](#)

<sup>6</sup> *Jeune Afrique*, 25/01/2012, [url](#)

De nombreux témoignages illustrent les « chasses aux sorcières » qui se sont déroulées dans la ville et dans la région de Bamako en 2012.

Ainsi, dans la commune de Kati, une ville-garnison située à 15km de la capitale, le propriétaire d'une pharmacie Touareg et originaire de Tombouctou, voit son commerce saccagé par la foule. Les employés échappent au lynchage grâce à l'intervention de la gendarmerie. A Kati toujours, le domicile de Zakiatou Walet Halatine, ancienne ministre du Tourisme, Touareg originaire de Tombouctou, est également pris d'assaut. Aboubacrine Assadek Ag Hamahady, professeur de mathématiques à l'université de Bamako, également Touareg originaire de Tombouctou, raconte avoir été exfiltré par l'armée malienne car son nom se serait trouvé sur une « liste noire » dressée par les proches des soldats tués à Aguelhok<sup>7</sup>.

Le 1<sup>er</sup> février 2012, le président Amadou Toumani Touré, qui s'exprime à la télévision, appelle la population à ne pas céder à l'amalgame :

« Je suis avec attention l'évolution de la situation. Je demande à ce que l'ensemble des Maliennes et des Maliens se tiennent la main. Ne confondez pas ceux qui ont attaqué certaines casernes militaires et localités au Nord (...) avec nos autres compatriotes touareg, arabes, songhaï, peulh... (...) Ne confondez pas, je le répète, les paisibles citoyens avec des gens qui ont pris la lourde responsabilité de se mettre au ban de la communauté nationale pour des raisons qu'ils sont seuls à connaître »<sup>8</sup>.

Le 2 février 2012, une manifestation organisée par des épouses de soldats en faction dans le Nord, ayant pour vocation de dénoncer le dénuement dans lequel se trouvent leurs proches, dégénère. Des personnes dites « à la peau blanche », identifiées comme Touaregs, sont victimes de lynchage et leurs biens sont saccagés<sup>9</sup>.

Face à la forte stigmatisation dont sont victimes les personnes dites « à la peau claire » à Bamako en raison de leur soutien réel ou imaginé aux mouvements rebelles et aux groupes djihadistes, de nombreuses familles arabes, touarègues ou maures sont contraintes de « quitter la capitale pour éviter un amalgame pouvant entraîner une atteinte à leurs biens et leurs personnes », déplore en décembre 2012 *Women in Law and Development in Africa (WILDAF)*, un réseau associatif qui mène à Bamako un projet lié à la prévention et à la résolution des conflits<sup>10</sup>.

Toujours en 2012, Mohammed Ag Ossad, directeur d'un centre culturel qui a choisi de ne pas quitter à Bamako, confirme au quotidien français *Le Figaro* que les Touaregs fuient la capitale de crainte des lynchages<sup>11</sup>.

Assan Midal, guide d'origine touarègue dans la ville de Bamako, raconte pour *Les Observateurs* de la chaîne de télévision *France 24* les conditions dans lesquelles il a choisi de quitter le Mali pour se réfugier au Burkina Faso, suite aux attaques contre les personnes dites « à la peau blanche »<sup>12</sup>.

« Je suis avec un convoi d'une centaine de voitures à destination de Ouagadougou. Nous avons quitté Bamako dans la nuit pour échapper aux barrages dressés sur les routes. Il y a même parmi nous des militaires et des officiers touareg de l'armée régulière qui fuient. Jeudi, il y avait beaucoup

---

<sup>7</sup> Jeune Afrique, 02/02/2012, [url](#)

<sup>8</sup> *Ibid.*

<sup>9</sup> Le Figaro, 09/04/2012, [url](#)

<sup>10</sup> Bamada.net, 05/12/2012, [url](#)

<sup>11</sup> Le Figaro, 09/04/2012, [url](#)

<sup>12</sup> France 24, 03/02/2012, [url](#)

de monde et énormément de dégâts dans les rues de Bamako. J'ai vu de mes yeux des personnes se faire agresser, des boutiques dévalisées, des voitures calcinées. Les personnes étrangères et celles à la peau plus blanche (maures, arabes, touareg) sont agressées. »<sup>13</sup>

Par ailleurs, des associations de ressortissants manifestent leur mécontentement à Bamako face à la dégradation de la situation, à l'image de l'Union des ressortissants du Nord, une association composée, de personnes d'ethnies songhaï originaire de Gao, d'après la description du quotidien français *Le Figaro*<sup>14</sup>.

En janvier 2013, le site d'actualité français *Dernières Nouvelles d'Alsace*, qui s'appuie sur des témoignages d'habitants, affirme que des expéditions, des exactions et des pillages sont perpétrés la nuit dans la capitale par des hommes en arme au prétexte de « débusquer » les terroristes. Un habitant explique : « Ils cherchent des gens clairs de peau. Ils disent que ce sont des arabes en cheville avec les rebelles »<sup>15</sup>.

Khalifa Ould, directeur d'une société de transport d'une famille arabe originaire de la ville de Gao raconte aussi que les locaux de son entreprise ont été saccagés et qu'il a été retenu en otage pendant plusieurs heures par des hommes en tenue militaire. Il résume : « Nous sommes victimes des djihadistes dans le Nord et, maintenant, nous sommes sous la menace à Bamako »<sup>16</sup>.

Face à la situation, des acteurs de la société civile réagissent, à l'image du réseau WILDAF, qui lance en décembre 2012 un projet de causeries autour des stigmatisations et des discriminations dont les personnes réfugiées à Bamako, en particulier touarègues et arabes, sont victimes. Cette initiative se donne pour ambition d'éveiller les leaders communautaires, les jeunes et les femmes autour de ce problème, afin de consolider l'intégration des communautés réfugiées et de prévenir et de réguler les conflits sociaux à Bamako<sup>17</sup>.

### 3. Quelques éléments de réponse sur la situation à Bamako depuis 2013

Dans l'ensemble, les sources publiques contiennent peu d'éléments permettant d'évaluer la nature, l'ampleur et les conséquences des stéréotypes et des discriminations dont seraient victimes à Bamako les personnes appartenant à des communautés originaires du Nord et/ou réfugiées dans la capitale.

Un contributeur du site web *Benbere.org*, une plateforme contributive composée de citoyens, bloggeurs et journalistes, témoigne en 2018 de son expérience étudiante à Bamako en tant que Touareg noir originaire de Tombouctou. Il montre avec nuance les stéréotypes que les « nordistes » et les « sudistes » se renvoient mutuellement :

« Pendant nos causeries à maintes reprises, des connaissances du Sud mes disent ceci : « *Vous êtes des racistes, vous les nordistes* ». Quand je leur demande pourquoi, les réponses sont toujours les mêmes : « *Vous aimez trop parler le sonrhai entre vous, même si vous comprenez le bamanankan [la langue bambara]. Quand vous vous voyez, ne serait-ce que pour la première fois, vous vous éloignez de nous autres. Pire, vous sortez avec les filles du Sud. Mais quand il est question de mariage, vous préférez vos sœurs nordistes* »

---

<sup>13</sup> France 24, 03/02/2012, [url](#)

<sup>14</sup> Le Figaro, 09/04/2012, [url](#)

<sup>15</sup> Dernières Nouvelles d'Alsace, 20/01/2013, [url](#)

<sup>16</sup> *Ibid.*

<sup>17</sup> Bamada.net, 05/12/2012, [url](#)

comme épouses ». Je me rappelle en 2013, lors de l'élection présidentielle, de ces amis du Sud qui disaient que le Mali ne sera jamais gouverné par un nordiste [...]

Beaucoup de nordistes, des hommes comme des femmes, sont mariés à des sudistes. Je connais aussi pas mal d'hommes nordistes qui n'ont qu'un seul rêve : avoir une maison au Sud et épouser une femme sudiste. Certains nordistes pensent que les femmes du Sud savent bien entretenir un homme [...]

Il faut rappeler que si les nordistes aiment bien s'exprimer en sonrhaï, ce n'est ni par ethnocentrisme ni par arrogance. Mais plutôt parce que le sonrhaï est la langue dans laquelle ils se sentent à l'aise – même si elle n'est pas la langue de tous les nordistes -, de la même façon que les sudistes se sentent à l'aise avec le bamanankan.

Au nord du Mali, on appelle tous les sudistes les Bambaras. On ne cherche pas à savoir l'ethnie de la personne. Il suffit tout simplement de parler le bamanankan, la langue majoritairement parlée dans le sud du Mali, alors que tous les locuteurs de cette langue ne sont pas des Bambaras.

Beaucoup de nordistes pensent que les sudistes ne les aiment pas parce qu'ils refusent de servir au Nord. S'ils sont affectés au Nord, ils font tout pour ne pas y aller sous prétexte qu'ils ne peuvent pas supporter le climat du désert. Mais aussi parce que le Nord est une zone où les rébellions sont récurrentes.

Hamidou est un commerçant nordiste résidant à Bamako depuis 1991. Il m'avoue ne plus avoir confiance aux (sic) sudistes. Parce que, selon lui, les nordistes sont traités comme des Maliens de seconde zone. « *Dans notre propre pays on nous traite de réfugiés, tout simplement parce qu'en 2012 nous avons fui le Nord occupé par les terroristes pour se mettre à l'abri dans les villes du Sud* », raconte-t-il. »<sup>18</sup>.

En juillet 2016, la direction des recherches du Bureau canadien pour l'immigration et les réfugiés produit une note en partie consacrée à la situation des personnes d'origine Songhaï dans le Sud et à leurs liens avec les Forces de libération des régions du Nord (FLN), un groupe d'auto-défense qui se donne pour vocation de « libérer le Nord de la tutelle djihadiste ». Selon plusieurs chercheurs interrogés par l'organisme canadien, les personnes appartenant à l'ethnie Songhaï ne font pas l'objet de discriminations de la part des autorités car elles sont considérées comme loyalistes aux autorités maliennes. En revanche, elles pourraient être la cible de groupes armés en raison de la présence de personnes d'origine Songhaï au sein de ces groupes ou d'arrestations arbitraires commises par les forces de sécurité malienne<sup>19</sup>.

De même, le Bureau canadien de l'Immigration et des Réfugiés déplore au printemps 2017 avoir « trouvé peu d'information sur la situation des Touareg dans le Sud du pays, y compris à Bamako ». Le bureau de recherche s'appuie sur un entretien téléphonique avec un directeur de recherche du Centre national de la recherche scientifique, et sur les propos rapportés de trois Touareg maliens et connaissances de longue date du chercheur, qui ont

---

<sup>18</sup> Benbere.org, 08/10/2018, [url](#)

<sup>19</sup> Immigration and Refugee Board of Canada, « Mali : information sur le Front de libération des régions du Nord (FLN) [aussi appelé Forces de libération des régions du Nord, Front de libération du Nord et Front de libération nationale], y compris leurs activités; liens avec les Songhaïs; traitement réservé par l'État aux membres du groupe ainsi qu'aux personnes d'origine songhaïe (2014-juillet 2016) », 05/07/2016, [url](#)

tous affirmé ne pas avoir eu connaissance d'exactions commises à l'encontre de personnes appartenant à la communauté touarègue dans la ville de Bamako<sup>20</sup>.

Une étude de profilage des personnes déplacées internes (PDI), retournées et rapatriées réalisée par la Direction nationale du Développement social (DNDS) avec l'appui de l'Organisation internationale pour les Migrations (OIM), explore la question du sentiment de risque parmi les personnes déplacées. Sur 301 personnes ayant répondu à l'enquête de sondage, 76% disent de sentir concernées par le risque de voir leurs habitations et leurs biens pillés, 23% des 301 répondants disent se sentir à différents degrés (qui varient de « fortement », « un peu », « pas beaucoup ») concernés par le risque de pillages de leur domicile et de leurs biens. Quant au risque d'être discriminé par la communauté locale, 81% des personnes interrogées disent ne pas se sentir concernées tandis que 19% affirment se sentir concernées à différents degrés (« fortement », « un peu », « pas beaucoup »). Concernant le risque d'être victime de harcèlement, 82% des personnes enquêtées disent ne pas se sentir concernées, tandis que 19% disent se sentir concernées à différents degrés. Enfin, 20% des 301 personnes déplacées ayant répondu au questionnaire dans la région de Bamako disent se sentir concernées par le risque d'être exposé à un conflit communautaire<sup>21</sup>.

Il convient de préciser qu'en raison de la crise, la ville de Bamako connaît un afflux de déplacés internes, disséminés dans différents camps de réfugiés autour notamment de Niamana et Faladié qui vivent dans des conditions particulièrement précaires. Dans ces camps cohabitent des personnes d'ethnie peule, songhaï, touarègue ou encore dogon qui fuient les violences dans le nord et le centre du Mali<sup>22</sup>.

#### **4. Dans le reste du pays, la crainte de l'engrenage**

Parallèlement, dans le reste du pays et depuis le début de la crise, des exactions fondées sur des stéréotypes racistes sont perpétrés non seulement par les groupes armés partie au conflit, mais aussi par des éléments des forces armées maliennes (FAMA) et par des civils eux-mêmes, généralement constitués en milices d'autodéfense<sup>23</sup>.

Après le Nord, où l'on a pu parler de « chasse à l'homme noir » lors de l'occupation de Kidal par le MNLA ou d'exactions contre des personnes dites « de peau claire » à Niono en 2013<sup>24</sup>, les exactions à l'encontre des populations civiles s'étendent vers le centre du pays<sup>25</sup>.

Après l'appel au djihad formulé par le chef de la Katiba Macina à l'attention des Peuls en 2015, les communautés civiles peules deviennent la cible d'un nouvel amalgame, motivé par la présence de combattants d'ethnie peule parmi les rangs du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM)<sup>26</sup>. Les massacres contre les communautés peules, qui sont identifiées aux combattants proches d'Amadou Koufa se multiplient. Ils sont soupçonnés d'être le fait de milices d'autodéfense, qui se revendiquent de la tradition des chasseurs dozos<sup>27</sup>.

---

<sup>20</sup> Immigration and Refugee Board of Canada, 10/05/2017, [url](#)

<sup>21</sup> République du Mali, Direction nationale du Développement social (DNDS), mai 2017, [url](#)

<sup>22</sup> Maliweb.net, 18/03/2019, [url](#)

<sup>23</sup> Human Rights Watch (HRW), 17/01/2019, [url](#); Fédération internationale pour les droits humains (FIDH), novembre 2018, [url](#)

<sup>24</sup> Jeune Afrique, 30/01/2013, [url](#); Malijet.net, 04/06/2013, [url](#)

<sup>25</sup> DOUGOUKOLO Alpha Oumar Ba-Konaré, Le Point, 29/03/2019, [url](#)

<sup>26</sup> Le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) est une organisation islamiste affiliée à Al-Quaïda né en 2017 de la fusion d'Ansar Dine, d'Al-Quaïda au Maghreb islamique (AQMI) et de la katiba Macina et de la katiba Al-Mourabitoune.

<sup>27</sup> Voice of Africa, « Manifestation à Bamako pour dire « stop » aux massacres », 21/06/2019, [url](#); Jeune Afrique, « Mali : manifestation à Bamako pour dire « stop » aux massacres et « non à la haine », 22/06/2019, [url](#)

Le 23 mars 2019, le massacre d'Ogossagou, qui fait au moins 157 victimes, choque profondément l'opinion publique. En décembre 2018, Human Rights Watch (HRW) dénonce dans un rapport les exactions dont sont victimes les populations peules par des groupes d'autodéfense et des éléments des Forces armées maliennes (FAMA) pour appartenance ou collaboration, réelle ou supposée à un groupe terroriste<sup>28</sup>. Depuis lors, les appels se multiplient pour dénoncer les amalgames et des manifestations sont organisées à Bamako pour exiger des autorités la fin des massacres<sup>29</sup>.

---

<sup>28</sup> HRW, « Avant, nous étions des frères », Exactions commises par des groupes d'autodéfense dans le centre du Mali, 01/12/2018, [url](#)

<sup>29</sup> Voice of Africa, « Manifestation à Bamako pour dire « stop » aux massacres », 21/06/2019, [url](#); France 24, Massacre de Peuls au Mali : les exactions n'ont « pas une origine ethnique », 26/03/2019, [url](#); Jeune Afrique, « Mali : manifestation à Bamako pour dire « stop » aux massacres et « non à la haine », 22/06/2019, [url](#)



## Bibliographie

Sources consultées entre juillet 2019 et janvier 2020.

### Ouvrages et articles universitaires

FONTAINE Jacques, ADDI Lahouari, HENNI Ahmed, « Crise malienne : quelques clefs pour comprendre », *Confluences Méditerranée*, vol. 85, no. 2, 2013, p. 191-207, <https://www.cairn.info/revue-confluences-mediterranee-2013-2-page-191.htm>

CLAUDOT-HAWAD Hélène, « La « question touarègue » : quels enjeux ? » dans GALY Michel et BADIE Bertrand (dir.), « La guerre au Mali, Comprendre la crise au Sahel et au Sahara : enjeux et zones d'ombre », éd. La Découverte, Paris, 2013, <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00829029/document>

CANUT Cécile et ISKROVA Iskra, « Langues et identités en question : Le cas des Touaregs en milieu urbain (Bamako, Kidal) » dans CLAUDOT-HAWAD Hélène (dir.), *Touaregs et autres Sahariens entre plusieurs mondes : Définitions et redéfinitions de soi et des autres*, Institut de recherches et d'études sur les mondes arabes et musulmans, Aix-en-Provence, 1996, <http://books.openedition.org/iremam/2833>

### Organisations non-gouvernementales

Human Rights Watch (HRW), « Rapport Mondial 2019 – Mali », 17/01/2019 <https://www.hrw.org/fr/world-report/2019/country-chapters/325739>

HRW, « Avant, nous étions des frères », Exactions commises par des groupes d'autodéfense dans le centre du Mali », 01/12/2018 [https://www.hrw.org/sites/default/files/report\\_pdf/mali1218\\_web\\_fr\\_0.pdf](https://www.hrw.org/sites/default/files/report_pdf/mali1218_web_fr_0.pdf)

Fédération internationale pour les droits humains (FIDH), « Dans le centre du Mali, les populations prises au piège du terrorisme et du contre-terrorisme », n° 727f, novembre 2018 [https://www.fidh.org/IMG/pdf/fidh\\_centre\\_du\\_mali\\_les\\_populations\\_prises\\_au\\_pie\\_ge\\_d\\_u\\_terrorisme\\_et\\_contre\\_terrorisme.pdf](https://www.fidh.org/IMG/pdf/fidh_centre_du_mali_les_populations_prises_au_pie_ge_d_u_terrorisme_et_contre_terrorisme.pdf)

### Institutions nationales

Immigration and Refugee Board of Canada, « Mali : information sur la situation des Touareg dans le Sud du pays, y compris à Bamako; traitement des gendarmes d'origine touareg dans l'armée; le Groupe autodéfense touareg Imghad et alliés (GATIA) et ses relations avec la gendarmerie; information sur l'obligation pour les Touareg membres de la gendarmerie de prêter main-forte au GATIA et le traitement qui leur est réservé s'ils refusent de le faire (2015-avril 2017) », 10/05/2017 <https://www.refworld.org/docid/598c6f254.html>

République du Mali, Direction nationale du Développement social (DNDS), « Etude de profilage, Personnes déplacées internes, retournées et rapatriées, mai 2017 », 157 p. [https://fscluster.org/sites/default/files/documents/rapport\\_profilage\\_mali\\_pdi\\_retournes\\_rapatriees.pdf](https://fscluster.org/sites/default/files/documents/rapport_profilage_mali_pdi_retournes_rapatriees.pdf)

Immigration and Refugee Board of Canada, « Mali : information sur le Front de libération des régions du Nord (FLN) [aussi appelé Forces de libération des régions du Nord, Front de libération du Nord et Front de libération nationale], y compris leurs activités; liens avec

les Songhaïs; traitement réservé par l'État aux membres du groupe ainsi qu'aux personnes d'origine songhaïe (2014-juillet 2016) », 05/07/2016

<https://www.refworld.org/docid/598c71694.html>

République du Mali, Constitution du 25 février 1992, 25/02/1992

<http://unpan1.un.org/intradoc/groups/public/documents/cafrad/unpan002746.pdf>

## **Médias**

Jeune Afrique, « Mali : manifestation à Bamako pour dire « stop » aux massacres et « non à la haine », 22/06/2019

<https://www.jeuneafrique.com/792558/politique/mali-manifestation-a-bamako-pour-dire-stop-aux-massacres-et-non-a-la-haine/>

Voice of Africa, « Manifestation à Bamako pour dire « stop » aux massacres », 21/06/2019

<https://www.voaafrique.com/a/manifestation-%C3%A0-bamako-pour-dire-stop-aux-massacres/4969157.html>

DOUGOUKOLO Alpha Oumar Ba-Konaré, Le Point, « Mali : Peuls et Dogons, histoire d'une longue relation ambivalente », 29/03/2019

[https://www.lepoint.fr/afrique/mali-peuls-et-dogons-histoire-d-une-longue-relation-ambivalente-29-03-2019-2304664\\_3826.php](https://www.lepoint.fr/afrique/mali-peuls-et-dogons-histoire-d-une-longue-relation-ambivalente-29-03-2019-2304664_3826.php)

France 24, « Massacre de Peuls au Mali : les exactions n'ont « pas une origine ethnique », 26/03/2019

<https://www.france24.com/fr/20190326-mali-attaque-peuls-chasseurs-dogons-origine-ethnique>

Maliweb.net, « Réfugiés à Bamako : Le calvaire des déplacés du Centre », 18/03/2019

<https://www.maliweb.net/non-classe/refugies-a-bamako-le-calvaire-des-deplaces-du-centre-2-2809091.html>

Benbere.org, « Ces préjugés qui divisent les Maliens du Sud et du Nord », 08/10/2018

<https://benbere.org/au-grin/prejuges-divisent-maliens-sud-nord/>

Jeune Afrique, « Au Mali, les exactions contre les peaux claires réveillent des blessures douloureuses », 30/01/2013

<https://www.jeuneafrique.com/172540/politique/au-mali-les-exactions-contre-les-peaux-claires-r-veillent-des-blessures-douloureuses/>

Malijet.net, « Kidal / Arrestations de songhaï, peul et bella », 04/06/2013

[http://malijet.com/a\\_la\\_une\\_du\\_mali/73217-kidal\\_arrestation\\_de\\_songhoi\\_peul.html](http://malijet.com/a_la_une_du_mali/73217-kidal_arrestation_de_songhoi_peul.html)

Dernières Nouvelles d'Alsace, « Début de psychose à Bamako », 20/01/2013

<https://www.dna.fr/actualite/2013/01/20/debut-de-psychose-a-bamako>

Bamada.net, « Crise malienne: Des Arabes et Touaregs victimes de stigmatisation et de discrimination », 05/12/2012

<http://bamada.net/crise-malienne-des-arabes-et-touaregs-victimes-de-stigmatisation-et-de-discrimination>

Le Figaro, « Les Touaregs de Bamako chassés par la peur », 09/04/2012

<https://www.lefigaro.fr/international/2012/04/09/01003-20120409ARTFIG00430-les-touaregs-de-bamako-chasses-par-la-peur.php>

France 24, « Les Observateurs », « Attaques et représailles contre des civils touareg : la rébellion sème la confusion au Mali », 03/02/2012

<https://observers.france24.com/fr/20120203-attaques-represailles-contre-civils-touaregs-rebellion-nord-ement-confusion-mali>

Jeune Afrique, « Mali : pogroms anti-Touaregs à Bamako », 02/02/2012

<https://www.jeuneafrique.com/177475/politique/mali-pogroms-anti-touaregs-bamako/>

Jeune Afrique, « Nord-Mali Aguelhok sous le contrôle des rebelles touaregs », 25/01/2012

<https://www.jeuneafrique.com/177589/archives-thematique/nord-mali-aguelhok-sous-le-contr-le-de-rebelles-touaregs/>